

L'ÉCOLOGIE ENSEMBLE

UN AN DE MANDAT AU
CONSEIL RÉGIONAL



L'écologie
ensemble

Solidaire & Citoyenne

QUI SOMMES-NOUS ?

Principale voix de l'opposition au Conseil régional des Pays de la Loire, notre groupe compte 12 élu-es écologistes, de gauche et citoyens non-encartés. A l'issue de cette 1ère année de mandat, nous accueillons une nouvelle élue, Claire Schweitzer, qui succède à Matthieu Orphelin en tant que conseillère régionale de Maine-et-Loire.

Au Conseil régional, nous voulons apporter des réponses fortes aux problématiques du quotidien (emploi, mobilité, santé...) autant qu'aux grands défis de notre époque comme le changement climatique, la lutte contre les inégalités et le renouveau démocratique.

Retrouvez l'ensemble de nos actions et de nos actualités sur notre site internet [ici](#) 



ÉDITO

Un an de mandat, un an de luttes pour la justice écologique et sociale en Pays de la Loire

Depuis le 27 juin 2021, vos 12 élu-es L'écologie ensemble issus des 5 départements défendent dans l'hémicycle régional et sur le terrain un projet écologique, citoyen et solidaire pour les Pays de la Loire. Après une première année intense, c'est l'occasion de s'arrêter pour prendre un peu de recul sur notre action et vous présenter ce premier bilan intermédiaire d'un mandat qui va s'étirer jusqu'en 2028 !

Des victoires collectives à revendiquer

Face à la droite sans cap de Christelle Morançais, nous menons la bataille pour défendre le service public ferroviaire, lutter contre la bétonisation de notre territoire, redonner des perspectives à nos jeunes, renforcer l'accès aux soins ou encore soutenir une agriculture plus durable. Nous avons des victoires collectives à revendiquer, comme l'abandon du projet d'implantation d'Amazon à Montbert ou l'irrégularité des subventions régionales à une école privée hors contrat pointée par le préfet à notre initiative.

"Qui s'oppose propose"

Nous influons aussi sur la politique régionale à travers nos nombreuses propositions et le relais dans l'assemblée des mobilisations citoyennes partout sur notre territoire. Notre volonté d'un mandat au plus proche du terrain va s'amplifier, et nous vous donnons rendez-vous très vite pour un nouveau temps fort "L'écologie ensemble", après la 1ère "Journée d'automne" qui avait réuni une centaine de personnes en novembre dernier.

Bonne lecture

Lucie Etonno, présidente du groupe L'écologie ensemble



Le budget régional doit avoir un cap, la neutralité carbone, associé à des indicateurs d'évaluation pour l'atteindre

1 Face à une majorité régionale à la vision court-termiste, quelles ont été vos propositions en matière budgétaire ?

Nous avons défendu une ligne budgétaire à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et demain : pas un euro d'argent public pour des projets à rebours des enjeux sociaux et environnementaux. Au contraire, nous avons proposé des investissements massifs vers la transition écologique et énergétique, avec un bouclier social permettant aux plus précaires de vivre dignement. Les ligériens et ligériennes méritent mieux que du saupoudrage de subventions !



Gaëlle Rougeron et Pascale Hameau, élues en Loire-Atlantique

2 Quels leviers la Région peut activer en termes de commande publique ?

Nous devons favoriser les achats locaux, écologiques et responsables. C'est bénéfique pour les entreprises du territoire et pour notre planète. A la commission d'appels d'offre, nous suivons avec attention l'élaboration de la future stratégie régionale d'achats qui devra être plus ambitieuse sur ces critères.

3 Un de vos prochains chantiers concerne l'éthique financière. Qu'entendez-vous par là ?

Avec plusieurs centaines de millions d'euros empruntés chaque année, la Région est en mesure de peser sur le système bancaire. Pourtant, elle n'exige pourtant aucune condition sociale ou environnementale de ses créanciers, pour la plupart des grandes banques internationales. A l'instar des villes de Grenoble ou Besançon, nous allons proposer une charte des emprunts qui permettra de n'emprunter qu'auprès des banques engagées pour nos valeurs sociales et environnementales !

Le récap de l'année :

Les points +

- Un travail prometteur sur le Schéma de Promotion des Achats Socialement et Ecologiquement Responsables

Les points -

- Dialogue social négligé
- Une gestion utilitariste des fonds européens
- Un sous-investissement dans les domaines de la santé ou des mobilités
- Pas d'indicateurs climat du budget



Notre collectivité est l'employeur de nombreux agents territoriaux dont nous pouvons saluer l'engagement tant dans les services de la Région, que dans les lycées. Ainsi, nous nous devons d'assurer leur qualité de vie au travail et la reconnaissance de l'institution régionale pour leur engagement.



Avec environ 1200 agents au siège et 2700 dans les lycées, **la Région Pays de la Loire est l'un des plus gros employeurs du territoire.** Pourtant, alors que les moyens sont là, **la région se refuse à s'impliquer dans le dialogue social.** Manque de personnels dans les lycées, contrats précaires, hausse des maladies professionnelles: **les agents du service public méritent mieux!**

Côté égalité femmes-hommes, le travail est encore long. Si les femmes représentent une large majorité des postes administratifs de la collectivité, les postes d'encadrement supérieurs sont pourtant occupés à 80% par des hommes !



Pour en savoir plus :

Assurer le bien-être des agents de la Région



ENTREPRISES, NUMÉRIQUE, TOURISME, INNOVATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Pour une Région stratégique : relocalisation, conversion écologique de l'économie, structuration des filières d'avenir, soutien aux TPE locales



Solène Mesnager, élue en Mayenne et Arash Saeidi élu en Maine-et-Loire

1 Comment avez vous porté l'éco-conditionnalité des aides durant cette première année de mandat ?

Les dossiers présentés en commission économie sont l'occasion de remettre le sujet sur la table. Notre collectivité ne peut pas verser 800 000€ de subvention sans conditions à une multinationale telle Lactalis, comme elle l'a fait par le passé. Nos propositions de contreparties sur le sujet sont systématiquement refusées, comme l'a été notre

demande de conditionner les subventions aux entreprises de l'agro-alimentaire à un engagement de revalorisation des prix d'achat pour les agriculteurs.

2 La hausse des coûts énergétiques est un sujet de préoccupation majeur pour les entreprises. Quel rôle peut jouer la Région ?

En accompagnant leur transition énergétique, notre collectivité peut aider les TPE-PME à réduire leurs besoins en énergie et leurs coûts. Pourtant, la majorité régionale reste sourde à nos propositions. Dans le cadre d'un "bouclier énergétique", nous avons notamment proposé une mesure concrète pour les aider à transformer leurs modes de production et accélérer vers la neutralité carbone. C'est un sujet où la Région doit faire bien plus au vu du contexte !

3 Quelles sont les autres perspectives dans votre commission ?

Le spectre d'action est très large, du développement économique au soutien à l'innovation, à l'enseignement supérieur ou à l'international. Nous nous mobilisons en particulier sur le futur schéma régional du numérique, qui devra prendre en compte l'impact social et environnemental du numérique. C'est actuellement un impensé de l'actuelle majorité, malgré nos alertes.

Le récap de l'année :

Les points +

- Abandon du projet d'Amazon à Montbert en Loire-Atlantique

Les points -

- Soutien aveugle à des mirages technologiques comme "l'avion vert".
- Pas de volonté politique de soutenir l'ESS et le tourisme social et solidaire
- Une politique à l'international axée seulement sur le business

FOCUS AMAZON ET LA DÉFENSE DE L'EMPLOI LOCAL



Lutter contre l'implantation d'Amazon, c'est lutter contre l'impunité sociale, fiscale et environnementale dont bénéficie la multinationale, et soutenir l'emploi sur nos territoires

L'abandon du projet d'implantation d'Amazon à Montbert en Loire-Atlantique en octobre dernier était une bonne nouvelle et une victoire pour tous ceux et celles qui se sont mobilisés. Notre vigilance demeure car **le géant américain du e-commerce continue de prospecter sur notre territoire**, notamment en Sarthe, avec la présidente du Conseil régional Christelle Morançais comme principale VRP.

Au contraire, **la priorité du soutien régional doit aller au soutien au commerce de proximité** et à l'accompagnement des alternatives au modèle Amazon, **pour un développement vertueux du e-commerce** en phase avec la nécessaire relocalisation de notre économie. C'est aussi un enjeu de revitalisation de nos bourgs et villages.



Pour en savoir plus :

[Non à l'implantation d'Amazon en Sarthe](#)



JEUNESSE, EMPLOI, FORMATION, LYCÉE ET ORIENTATION



Accélérer sur les emplois durables de demain et redonner des perspectives aux jeunes

1 De plus en plus de lycées de la Région nécessitent des travaux de rénovation, Comment avez-vous porté ce sujet ?

Cette année, nous avons défendu le droit de travailler pour toutes et tous et d'étudier dignement dans des bâtiments décents. Nous avons donc défendu un plan de rénovation massif des lycées, d'autant plus urgent en cette période de crise énergétique.

Sabine Lalande élue en Loire-Atlantique et Mélanie Cosnier élue en Sarthe

2 Qu'avez-vous porté pour faire face à la précarité d'une partie des jeunes ?

Alors que la crise covid a mis en exergue la précarité grandissante et la dégradation de la santé mentale chez les jeunes, nous avons proposé un plan de rénovation et de constructions de logements, des aides à la mobilité et à la culture, mais aussi un plan pour la santé mentale. Propositions toutes balayées au profit d'un « Big bang de la jeunesse », coup de comm' à défaut de coup de main!

3 Quels sont vos principaux objectifs pour l'année à venir ?

Notre premier objectif sera de contribuer efficacement à la nouvelle SREFOP (Stratégie régionale emploi, formation et orientation professionnelle) pour répondre aux défis du territoire. Si le taux de chômage régional n'est pas le plus élevé, les emplois précaires se multiplient et les inégalités territoriales se creusent, sans compter la stratégie de l'emploi de demain qui reste à inventer! Côté lycées, nous maintiendrons la pression pour que les travaux de rénovation complète soient engagés rapidement vers les lycées qui sont des passoires énergétiques. Parallèlement, nous proposerons un dispositif de végétalisation des cours, trop souvent de grandes étendues bétonnées. Devenues plus vertes, ces cours seront des îlots de fraîcheur et de biodiversité!

Le récap de l'année :

Les points +

- Les subventions aux écoles privées hors contrat Espérance Banlieues déclarées irrégulières grâce à notre recours au préfet

Les points -

- Pas de soutien aux expérimentations "Territoires zéro chômeur de longue durée"
- L'occasion manquée du Plan pour l'emploi
- Une Primo'Job pour inciter les jeunes à travailler en plus de leurs études

FOCUS TARIFICATION DES CANTINES DE LYCÉES



Dans un certain nombre de foyers précaires, le repas du midi pris à l'école représente le seul repas complet et équilibré correspondant aux besoins nutritionnels d'un enfant.

Bonne nouvelle : à table!

Suite à notre demande, une **étude pour une tarification sociale et unique dans les cantines des lycées** est lancée! Pour 2022, les tarifs dans les lycées publics de la Région vont de 3.30€ à 5.10€ le repas. **On compte donc jusqu'à 1.80€ de différence entre deux établissements**, jusqu'à 36€ à l'échelle du mois, sans même tenir compte du niveau de revenus du foyer. C'est donc un véritable **outil d'égalité territoriale mais aussi de justice sociale**. Alors que de plus en plus de foyers peinent à se nourrir correctement, cette mesure doit se mettre en place dès cette rentrée pour permettre à chacune et chacun d'accéder à au moins un repas équilibré et répondant aux apports nutritionnels recommandés.



Pour en savoir plus :

[Pour un tarif unique et social dans les cantines des lycées de la Région](#)



INFRASTRUCTURES, TRANSPORTS ET MOBILITÉS DURABLES

Face à la hausse des coûts de carburants, développons des solutions de mobilité écologique accessibles à toutes et tous

1 Dans un contexte de hausse des coûts des carburants, quelle réponse peut apporter la Région?

Les Pays de la Loire sont encore très dépendants de la voiture individuelle, notamment dans les territoires ruraux. Plutôt que de préparer un nouveau schéma routier régional hors de ses compétences, la majorité devrait mettre le paquet sur les alternatives : soutien massif au covoiturage, plan vélo, nouvelle ambition ferroviaire... C'est ce que nous défendons au sein de notre commission transport !



Matthias Tavel, élu en Sarthe et Lucie Etonno, présidente du groupe et élue en Vendée

2 Baisser les émissions de CO2 du secteur des transports passera-t-il par le train, qui est au coeur des compétences régionales ?

Le train fait entièrement partie de la solution et nous demandons des investissements massifs, un développement de l'offre, plus de haltes et de dessertes. La question du tarif est aussi centrale et nous demandons une tarification sociale pouvant aller jusqu'à la gratuité pour les plus précaires, les jeunes ou les familles monoparentales.

3 Comment répondre à l'avenir au manque de conducteurs et conductrices de cars scolaires, qui a fait la une en cette rentrée ?

La pénurie de chauffeurs n'est pas un enjeu nouveau. Cependant, les solutions apportées sont insuffisantes la situation n'ayant fait qu'empirer ces dernières années. En plus de rendre le métier plus attractif et moins précaire, d'autres options pourraient être étudiées comme le

Le récap de l'année :

Les points +

- La prise de conscience et la mobilisation pour les transports scolaires

Les points -

- L'ouverture à la concurrence comme seule perspective pour le train
- Toujours pas de plan vélo
- La perspective d'un nouveau schéma routier, hors compétences régionales
- Des petites lignes ferroviaires menacées, comme La Roche sur Yon - Bressuire

dédoublage des tournées du matin pour permettre deux rotations. L'option d'une régie pour une partie des circuits, c'est-à-dire d'internaliser la compétence en assurant le recrutement des chauffeurs et leur offrant des garanties complémentaires, est enfin sur la table et c'est une demande que nous avons fortement poussé, même si nous en sommes seulement au stade de l'étude

FOCUS VERS L'OUVERTURE À LA CONCURRENCE DU RÉSEAU FERROVIAIRE LIGÉRIEN



/// Avec l'ouverture à la concurrence comme seule perspective pour augmenter l'offre, nous nous dirigeons vers un nouveau mandat de perdu pour le train, avec en prime une lettre d'adieu au service public !

En octobre 2021 a été lancé le 1er appel d'offres pour la mise en concurrence d'un tiers du réseau TER régional Aléop. C'est en 2024 que circuleront les premiers trains de l'opérateur qui sera choisi en 2023. Malgré nos alertes, nous **n'avons pas de garanties sur le maintien d'une tarification uniforme sur le territoire régional,** sur la garantie des droits sociaux des salarié-es, sur l'augmentation de l'offre ou la présence de personnel à bord des trains et en gare.



La majorité régionale ne compte pas s'arrêter là puisque c'est l'ensemble du réseau régional qu'elle entend privatiser en 10 ans, **sans tenir compte des retours d'expériences dans d'autres pays européens.** C'est donc évidemment un sujet majeur à suivre pour ce mandat !

Pour en savoir plus :

[Ouverture à la concurrence du réseau TER Pays de la Loire](#)



TERRITOIRES, ENVIRONNEMENT, TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET ÉNERGÉTIQUE, EAU, LOGEMENT ET SANTÉ

La bataille pour le climat se joue maintenant



Elsa Richard, élue en Maine-et-Loire et William Aucant élu en Loire-Atlantique.

1 Comment avez-vous poussé les enjeux climatiques dans la 1ère année de mandat ?

La politique de la majorité régionale est marquée par son inaction climatique, car elle ne met pas tout en oeuvre pour lutter contre le sinistre annoncé. Le 1er rapport du GIEC régional paru en juin devrait pourtant l'inciter à agir davantage. Elle a par exemple refusé notre proposition de travailler collectivement sur une déclaration d'urgence climatique, associée à un plan d'actions dans tous les secteurs.

2 Vous dénoncez également le manque d'ambition dans la rénovation énergétique ?

Les moyens alloués à la rénovation énergétique des particuliers ont été divisés par 4 lors du dernier mandat. Alors que le schéma régional d'aménagement du territoire (SRADDET) fixe l'objectif d'au moins 1 million de logements rénovés d'ici 2050. La majorité ne met en place les moyens que pour 1000 rénovations par an pour les ménages les plus modestes !

3 Le périmètre de votre commission comporte aussi la santé. Qu'est ce que pourrait faire notre collectivité ?

Avec les déserts médicaux, la question de l'égalité d'accès aux soins est prégnante et notre région pourrait innover, par exemple en salariant directement de nouveaux médecins comme nous l'avons proposé. Nous avons aussi travaillé avec les collectifs citoyens mobilisés sur la santé environnementale et alerté le Gouvernement sur la dégradation de la santé mentale des jeunes, pour laquelle nous continuerons de pousser afin qu'un plan d'urgence soit mis en place !

Le récap de l'année :

Les points +

- La mobilisation contre le projet de centrale nucléaire à Cordemais

Les points -

- Pas de conditionnalités dans la contractualisation avec les territoires
- Retards dans le soutien au déploiement des énergies renouvelables
- Manque d'ambition dans la rénovation thermique (lycées, bâtiments publics, aides aux particuliers...)
- Adoption d'un SRADDET obsolète et non-conforme aux objectifs climat
- Un plan santé peu opérationnel, et sans ambition sur la santé environnementale



FOCUS ALERTE BÉTONISATION !

En Pays de la Loire, la superficie des terres artificialisées a presque doublé entre 1982 et 2018

Dans un contexte de dérèglement climatique, les terres naturelles jouent un rôle primordial : stockage du carbone, ralentissement de l'érosion des sols, infiltration de l'eau, préservation de la biodiversité.

Réduire drastiquement la bétonisation de nos sols, pour atteindre le « zéro artificialisation nette », **est donc une urgence !**





Pourtant, au Conseil régional, **Christelle Morançais a fait voter une délibération pour demander à modifier la loi afin de bétonner davantage.** Une délibération aberrante dont notre groupe avait demandé le retrait avant l'ouverture des débats. Si elle a été adoptée sans surprise, nous continuerons à défendre la trajectoire de réduction de la consommation de terres fixée par la loi (50% en moins d'ici 2030 par rapport à la période 2009-2019). C'est aussi auprès des élus locaux et élues locales, directement concernés par l'application de la loi, que nous irons porter nos arguments et discuter des solutions qui existent ou qui restent à inventer pour atteindre le « zéro artificialisation nette » en 2050.

Pour en savoir plus :

Bétonisation : bataille d'arguments autour d'une délibération anti-climat



AGRICULTURES, AGRO-ALIMENTAIRE, ALIMENTATION, FORÊT, PÊCHE ET MER

 Pour une agriculture de proximité sur des territoires vivants, plus durable et au service d'une alimentation de qualité 

Cette commission a été suivie au cours de l'année par Matthieu Orphelin à qui succède Claire Schweitzer en tant que conseillère régionale de Maine-et-Loire pour la suite du mandat.



Matthieu Orphelin élu en Maine et Loire

1 Pour cette première année bien chargée par l'actualité, quelle a été votre premier combat ?

L'alimentation des lycéens et lycéennes de la région ! Nous sommes la 4ème région en surfaces bio cultivées. Pourtant, à peine 10% des produits servis dans les cantines en sont issus, alors que la loi exige 20% depuis le 1er janvier 2022 !

2 Concernant la PAC, quels sont vos objectifs pour 2023 ?

La Politique Agricole Commune 2023-2027 détermine la plupart des financements agricoles à l'échelle européenne. Chaque région négocie auprès de l'Etat l'enveloppe qui lui est attribuée. En Pays de la Loire, les 404 millions d'euros attribués sont bien en deçà de la somme espérée (et méritée!) au vu de la surface agricole sur notre région. Nous avons alerté la majorité, qui reconnaît son échec dans les négociations. Chaque centime compte pour une agriculture plus durable, respectueuse de l'environnement et de la santé !

3 Quels sont vos principaux objectifs pour l'année à venir ?

Nous allons poursuivre notre engagement pour une agriculture plus durable, en favorisant le bio bien sûr mais aussi en agissant pour le renouvellement des générations. D'ici 4 ans, un quart des exploitations seront à transmettre, nous souhaitons inciter à l'installation, de jeunes et moins jeunes nouveaux agriculteurs et agricultrices. Nous veillerons à préserver les surfaces agricoles, en fortes baisses, pourtant nécessaires à l'agriculture nourricière!

Le récap de l'année :

Les points +

- L'obtention des chiffres bio pour les cantines de la région, mais en deçà des exigences de la loi EGALIM
- Un travail collaboratif sur les aides européennes spécifiques dont la région aura la gestion
- Les mesures régionales face à l'épidémie de grippe aviaire

Les points -

- Refus d'un plan d'urgence pour les viticulteurs touchés par le gel
- Refus d'imposer de l'éco-conditionnalité aux entreprises agro-alimentaires largement subventionnées



Face à une situation qui risque de s'aggraver, des solutions adaptées à chaque territoire sont à construire collectivement pour repenser la gestion de l'eau mais aussi notre modèle agricole !

Gestion de l'eau: il va falloir s'adapter!

Les épisodes de sécheresse et d'incendies de cet été ont été traumatisants pour beaucoup d'entre nous. Ils nous rappellent que **l'eau n'est pas une ressource gaspillable, ni inépuisable.** Nous avons proposé de lancer une réflexion sur la gestion de l'eau, pour éviter le recours systématique et non-réfléchi aux réserves d'eau, dites «bassines». Ces bassines épuisent progressivement les nappes phréatiques et ne permettent pas le bon fonctionnement du cycle de l'eau, et c'est tout l'éco-système et les sols qui en pâtissent! **Face à une situation qui risque de s'aggraver, nous proposons des solutions pour repenser la gestion de l'eau mais aussi notre modèle agricole, trop gourmand en eau!**



Pour en savoir plus :

[Repensons notre modèle de gestion de l'eau](#)



CULTURE, SPORTS, VIE ASSOCIATIVE, BÉNÉVOLAT, SOLIDARITÉS, CIVISME ET ÉGALITÉ HOMMES FEMMES

Notre besoin est grand d'une culture ouverte et accessible au plus grand nombre sur tous les territoires.



Franck Nicolon, élu en Loire-Atlantique

1 Suite à la crise sanitaire, on a beaucoup parlé du secteur de la culture, qu'en est-il aujourd'hui ?

L'un des effets des confinements est bien d'avoir mis en lumière notre besoin de culture, d'échanges, de lien social. C'est pourquoi nous avons défendu la mise en place d'une nouvelle stratégie régionale de la culture, pour accompagner la reprise du secteur et ses nouveaux besoins (formation, type de financements, etc.).

2 Quel est votre impression vis à vis de la politique actuelle de la majorité ?

La politique culture et sport ne semble pas être la priorité de cette majorité ! Elle adopte une vision restrictive qui se limite au financement de têtes de réseaux et de grands événements, délaissant ainsi les plus petites initiatives locales. Plus d'un après le début du mandat, cette absence de vision inquiète !

3 Pour l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les violences faites aux femmes, vous restez force de proposition ?

En effet, nous avons proposé la mise en place d'une feuille de route pour l'égalité ainsi qu'un plan "région 0 féminicide". Car au-delà des effets d'annonce, les actes concrets de la majorité se font attendre. Nous continuerons à formuler des propositions sur cet enjeu

Le récap de l'année :

Les points +

- Proposer un soutien aux réfugiés de guerre
- Augmentation à venir du nombre de places PMR au CREPS
- Hausse du budget consacré au spectacle vivant du CPER

Les points -

- Suppression de la direction culture et sport
- Absence de stratégie culturelle régionale
- Absence de feuille de route pour l'égalité femmes hommes
- Saupoudrage budgétaire pour le patrimoine sans visibilité

avec par exemple la mise en place de conditionnalités dans l'attribution des aides afin de favoriser les événements agissant en faveur de l'égalité femmes hommes.

FOCUS POUR UN SPORT RESPONSABLE ET INCLUSIF



En tant que Région la plus sportive de France, les Pays de la Loire se doivent d'accompagner dans les meilleures conditions l'ensemble des athlètes à l'aune des Jeux de Paris 2024.

Ouvert depuis 2021, **le nouveau Centre de Ressources d'Excellence et de Performance Sportive (CREPS)** des Pays de la Loire **est un formidable outil d'innovation au service de la performance des athlètes** et des encadrants sportifs. Bien que l'offre d'accueil proposée par le CREPS permette d'accueillir des équipes et des délégations sportives entières, notre groupe a souligné le **manque de chambres PMR permettant d'accueillir des équipes composées de Personnes à Mobilité Réduites (PMR)**. Nous avons donc demandé à ce que la Région s'engage avec l'Agence Nationale du Sport à l'aménagement de 10 nouvelles chambres PMR d'ici l'été 2023.



En tant que région la plus sportive de France, les Pays de la Loire se doivent d'accompagner dans les meilleures conditions l'ensemble des athlètes. C'est également l'occasion d'encourager et soutenir les pratiques amateurs ! **Promouvoir un sport plus inclusif, mais aussi mieux soutenir les clubs amateurs** dans nos communes au vu des bienfaits du sport sur la santé et le lien social, tel **devrait être le cap que se donne notre région !**

Pour en savoir plus :

[Des chambres accessibles pour les personnes à mobilité réduite au CREPS : l'État refuse de co-financer](#)



UN AN D' ACTIONS SUR LE TERRAIN



Franck Nicolon à la mobilisation à Nozay contre l'implantation d'une centrale d'enrobés



Première Journée d'Automne de L'écologie ensemble avec les militantes et les militants



Discours de Solène Mesnager pour le Mois de l'Europe à Château-Contier



Sabine Lalande, Gaëlle Rougeron et William Aucant en soutien à la grève des enseignants pour plus de moyens face à la crise sanitaire



Inauguration du nouveau lycée d'Aizenay avec Lucie Etonno et Mélanie Cosnier



Pascale Hameau, William Aucant et Matthias Tavel lors d'un rassemblement militant à Saint-Malo de Guersac

CONTACT

**Groupe L'écologie ensemble
Conseil régional des Pays de la Loire**

Hôtel de Région

1 Rue de la Loire, 44966 Nantes Cedex 9

Mail : ecologie.ensemble@paysdelaloire.fr

Tel : 02-28-20-61-28

Martin Péan : Secrétaire Général du groupe

martin.pean@paysdelaloire.fr

Marion Fourier : Chargée des politiques publiques

marion.fourier@paysdelaloire.fr

Victor Marion : Chargé de la communication

victor.marion@paysdelaloire.fr

 **L'écologie
ensemble**

Solidaire & Citoyenne